

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
49 bis rue Laplace  
41000 BLOIS

BLOIS, le 07/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE**

La Michellerie  
(ex LAFARGE GRANULATS)  
28150 PRASVILLE

Références : 2022/990

Code AIOT : 0010013330

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 au sein de la carrière exploitée par la SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE sur le territoire des communes de VILLERMAIN (41) et BACCON (45). L'inspection a été annoncée le 08/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES MATERIAUX DE BEAUCE
- Les Grands Réages 41240 VILLERMAIN
- Code AIOT : 0010013330
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED

La carrière SMB située sur le territoire des communes de Villerrmain (41) et de BACCON (45) est une carrière de calcaire autorisée par les dispositions de l'arrêté interpréfectoral n° 41-2016-10-17-003 du 11 octobre 2016.

La surface autorisée est de 23 ha 62a 66 ca pour une surface exploitable de 18 ha 83 18 ca. Les capacités annuelles d'extraction autorisées sont de 94 000 tonnes en moyenne et de 200 000 tonnes au maximum.

Les matériaux ne sont pas traités sur l'emprise même de la carrière, mais sur une installation

contiguë qui dispose de sa propre autorisation, et qui traite également les matériaux de la seconde carrière SMB, voisine de celle visitée et autorisée en 2011.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Riques chroniques : eaux, bruits, vibrations, poussières
- Riques accidentels : zones dangereuses
- Garanties financières.
- Contrôles par des organismes extérieurs.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Déclaration de mise en service	Arrêté ministériel du 22/09/94 art 8.	Demande à l'exploitant.	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 1.6.2	/	Sans objet
2	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 9.2.4.3	/	Sans objet
3	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9.2.6.1	/	Sans objet
4	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	/	Sans objet
5	Mesures des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9.2.7.1	/	Sans objet
6	Modalités de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.3.4.1 et 2.3.4.4	/	Sans objet
7	Contrôles par des organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.3.7	/	Sans objet
8	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.6.1	/	Sans objet
9	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 7.3.1	/	Sans objet
10	Zones dangereuses / Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 7.3.1.2 et 7.3.1.3	/	Sans objet
11	Ravitaillement et entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 7.4.5	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions examinées n'appelle pas d'observations particulières, il est simplement demandé à l'exploitant de satisfaire à la déclaration de mise en service de la carrière qui n'a pas été réalisée conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières. .

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières / montant des garanties
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.  A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).  Période 1 S1 max = 3,3 ha, S2 max = 5,9 ha , S3 max = 0,6 ha ; garantie : 291 849 €. période 2 S1 max = 3,3 ha, S2 max = 7,5 ha , S3 max = 0,7 ha ; garantie : 344 985 € [...].  L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en novembre 2015 (JO du 14/02/2016), soit 101,6.  Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire particulier sur le respect de la prescription examinée
<b>Observations :</b> L'exploitant a pris du retard dans la phasage : la phase 1 qui devrait être terminée est toujours en exploitation. L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement (Ste Atradius) du 14/09/2021. Cet acte porte sur la période du 23/07/2021 au 22/07/2026 et sur un montant de 387 093 €.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Autosurveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2019, article 9.2.4.3																			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines																			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																			
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Le niveau piézométrique est relevé mensuellement. Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :</p> <table><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Fréquence</th></tr></thead><tbody><tr><td>Niveau piézométrique</td><td>mensuelle</td></tr><tr><td>T°C</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>pH</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>Conductivité</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>MES</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>DCO</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>HCT</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>Nitrate ( NO3)</td><td>semestrielle</td></tr></tbody></table> <p>Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.</p> <p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> <p>Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.</p>		Paramètre	Fréquence	Niveau piézométrique	mensuelle	T°C	semestrielle	pH	semestrielle	Conductivité	semestrielle	MES	semestrielle	DCO	semestrielle	HCT	semestrielle	Nitrate ( NO3)	semestrielle
Paramètre	Fréquence																		
Niveau piézométrique	mensuelle																		
T°C	semestrielle																		
pH	semestrielle																		
Conductivité	semestrielle																		
MES	semestrielle																		
DCO	semestrielle																		
HCT	semestrielle																		
Nitrate ( NO3)	semestrielle																		
<b>Constats :</b> Pas de commentaire particulier sur le respect de la prescription examinée.																			
<p><b>Observations :</b> L'exploitant réalise des mesures de la qualité des eaux souterraines tous les 6 mois. La prestation confiée au bureau SYPAC porte sur l'ensemble des paramètres prescrits, y compris le niveau piézométrique. En 2021 les mesures rapports d'analyses sont datés des 14/04 et 11/10.</p> <p>Le niveau piézométrique est mesuré par l'exploitant tous les mois et les résultats sont portés sur un registre informatisé.</p> <p>La réalisation de carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est confié par l'exploitant à l'Institut polytechnique UniLaSalle. Pour les mesures de 2021 la prestation a été réalisée le 9 mars 2022.</p>																			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																			

### N° 3 : Autosurveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9.2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation, puis la fréquence des mesures est annuelle.  Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.  Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent [...].
<b>Constats :</b> Pas de commentaire particulier sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b> Les mesures de bruit réalisées en 2021 (27/10/2021) mettent en avant un respect des niveaux sonores en limite de site, ainsi que du critère d'émergence dans les zones à émergence réglementée (ZER). Les mêmes commentaires peuvent être faits sur les mesures de l'année 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les 3 mois.  [...] Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fraction solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour.  L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type b du plan de surveillance.  Les jauges de type b sont les jauges " Implantées à proximité des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;
<b>Constats :</b> Pas de commentaire particulier sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b> L'exploitant fait réaliser des campagnes de mesures de retombées de poussières à des fréquences trimestrielles. La durée des campagnes est de 1 mois.  Pour 2021 les campagnes ont été réalisés durant les mois d'avril, mai, septembre et novembre. La moyenne des résultats obtenus sur 2021 est de 71,8 mg/m <sup>2</sup> /jour pour les jauges de type b.  Pour l'année 2022 l'exploitant dispose des résultats des 2 premières campagnes de mesures réalisées en mars et juin. Les résultats obtenus sur les jauges de type b sont de 273 mg/m <sup>2</sup> /jour pour le mois de mars et de 75 mg/m <sup>2</sup> /jour pour le mois de juin.  A noter que si sur les 2 dernières campagnes de mesures de l'année 2022, les résultats restent sous le seuil des 500 mg/m <sup>2</sup> /jour la fréquence des campagnes de mesures pourra devenir semestrielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Mesures des niveaux de vibration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 9.2.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des vibrations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la vitesse particulaire pondérée est effectuée dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis tous les ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire particulier sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b>  Il n'y a pas eu de tirs sur cette carrière en 2020. Les premiers tirs ont eu lieu le 08/06/2021. L'exploitant réalise une mesure de vibrations à chaque tir au travers un sismographe implanté chez un voisin du site. C'est la société SIBI qui est chargé des mesures pour le compte de l'exploitant.  Sur le relevé des mesures (qui intègre les mesures réalisées sur la carrière voisine) il est indiqué que l'appareil de mesures est fonctionnel depuis le 7/09/2021 (le 6/08/2021 le relevé des mesures indiquait "problème de connexion sismographe").  Un tir a eu lieu sur la carrière depuis le 7/09/2021 (tir du 22/09/2021), et n'a pas déclenché le sismographe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Modalités de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.3.4.1 et 2.3.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction des matériaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le carreau de la carrière a pour cote minimale 107,5 m NGF [...]. L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. La présence de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire particulier sur le respect de la prescription examinée;
<b>Observations :</b> Sur le dernier plan d'exploitation, levé du 29/11/2021, le point le plus bas du carreau de la carrière est indiqué à 107,73 m NGF.  Chaque tir est réalisé lors d'un jour ouvrable et fait l'objet d'un plan de tir réalisé par le prestataire extérieur en charge du minage.  L'exploitant a précisé que jusqu'au 1 <sup>er</sup> juillet 2022 il réalisait la foration et confiait le minage à la société EPC France et, qu'au delà de cette date, c'est la société Exploroc qui serait en charge des opérations de foration et de minage.  Il n'y a aucun stockage d'explosifs sur le site. Pour l'utilisation des explosifs l'exploitant bénéficie d'un certificat d'acquisition.  Pour le premier tir effectué sur la carrière le 08/06/2021 l'exploitant a présenté le plan de tir : plan de tir du 3/06/2022 réalisé par la société EPC France.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Contrôles par des organismes extérieurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des appareils de levage et des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.  Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur : <ul style="list-style-type: none"><li>• les appareils de pesage,</li><li>• les installations électriques.</li></ul> Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire particulier sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b> Le site dispose d'un pont bascule. Le carnet métrologique de cette bascule précise que la dernière vérification a été réalisée le 06/07/2021 par la société Précia Molen basée à Tours (37).  Le contrôle 2022 était en cours le jour de l'inspection.  Concernant les installations électriques le dernier contrôle a été réalisé par l'APAVE lors d'une visite du 4/10/2021. Le rapport de cette visite ne fait état d'aucune observation et le Q18 correspondant précise que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.  En plus de la vérification classique ci-dessus, l'exploitant a fait procéder à un contrôle par thermographie infrarouge de ses installations électriques par l'APAVE le 8/10/2021. Le rapport de ce dernier contrôle ne relève aucune anomalie.  L'exploitant dispose d'une comptabilité des matériaux extraits. En 2021 : 56 092 tonnes pour le site objet de la visite et 277 908 tonnes pour la carrière voisine, soit un total de 334 000 tonnes comprenant les stériles d'extraction.  Pour la vente des produits finis le comptage est commun avec la carrière voisine de Villerrmain autorisée en 2011 ( 232 000 tonnes vendues en 2021 pour les 2 sites).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans la paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, ....  Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
<b>Constats :</b> Pas de remarque particulière sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b> Le site et ses abords sont maintenus dans un bon état de propreté.  Les bâtiments et les installations sont entretenus.  Le laveur de roues qui existait depuis plusieurs années sur le site a été déplacé par l'exploitant en mars/avril 2022 au niveau de l'installation de traitement des matériaux.  Le nouveau laveur n'était pas opérationnel le jour de la visite mais l'exploitant a indiqué qu'il était prévu de le mettre en service en août 2022.  Dans le cas d'un dysfonctionnement du laveur de roues l'exploitant a indiqué faire appel à une balayeuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Circulation dans l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.
<b>Constats :</b> Pas de remarque particulière sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b> La carrière dispose d'un plan de circulation. Sur le site des panneaux de signalisation sont présents. Ces panneaux rappellent en particulier les règles suivantes : vitesse limitée à 30km/h, passage piétons, priorité aux engins, stop, ...  Les limites des parties en exploitation sont matérialisées par un merlon sur lequel la mention "Interdit au public" est affichée.  En limite de route et sur les bords des chemins le merlon est doublé par un clôture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Zones dangereuses / Accès à la voirie publique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 7.3.1.2 et 7.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones dangereuses / Accès à la voirie publique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Zone dangereuse : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation) .  Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockages des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.  Accès à la voirie publique :  L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
<b>Constats :</b> Pas de remarque particulière sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b> L'accès aux zones dangereuses est interdit par un merlon éloigné de l'aplomb du front. Sur ce merlon sont disposées des pancartes affichant la mention "attention danger".  L'accès à la voirie publique est dégagé et matérialisé par un panneau stop.  De part et d'autre de cet accès des panneaux signalant la carrière avec la mention "Danger sortie de camions" sont également présents sur le domaine public (route départementale).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Ravitaillement et entretien des engins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ravitaillement et entretien des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier, excepté les pelles et l'installation de concassage mobile, sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'aire étanche précitée est située sur le site de l'espérance à proximité de l'entrée de la carrière de même nom.  Le ravitaillement des engins sur chenilles est réalisé par aspiration au-dessus d'une aire étanche mobile d'une capacité de 200 litres. Le carburant est stocké dans une cuve mobile double enveloppe, utilisée sur la carrière uniquement lors du ravitaillement.
<b>Constats :</b> Pas de remarque particulière sur le respect de la prescription examinée.
<b>Observations :</b> Pour le ravitaillements des engins le site dispose d'une aire étanche en béton. Cette aire est entourée sur 3 de ses côtés (le 4 <sup>ème</sup> côté permet l'accès à l'aire) par une bordure en béton et équipée en point bas d'un regard de collecte des effluents (eaux pluviales ou hydrocarbures en cas de déversement accidentel). Pour prévenir le déversement d'hydrocarbures dans le milieu naturel le séparateur placé en sortie du regard est complété par une vanne d'obturation à commande manuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Installation mobile de concassage de matériaux inertes / Déclaration de mise en service de la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2016, article 8.2.1 et AM du 22/09/1994 art 8.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation mobile de concassage de matériaux inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui pour la déclaration de mise en service de la carrière
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Installation de concassage mobile :</p> <p>Le rythme moyen de production de l'installation mobile de concassage est de 8000 m<sup>3</sup> par an. Le rythme maximum de production étant de 20 000 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>La hauteur des tas est limitée à 7 m.</p> <p>L'installation est exploitée sur une plate-forme aménagée sur la partie en renouvellement de l'autorisation de carrière [...].</p> <p>En outre, les stockages, notamment de produits finis, doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envois de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos.</p> <p>L'installation de concassage mobile ne peut évoluer à moins de 20 mètres des limites du site. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Déclaration de mise en service de la carrière :</p> <p>La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas de remarque particulière sur la prescription examinée dans la mesure où l'installation n'a pas été mise en service.</p> <p>Cependant, concernant la mise en service des installations et en particulier de la carrière il est rappelé à l'exploitant qu'il se doit de faire la déclaration de mise en service aux maires des communes concernées et au préfet, en application des dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières (ce point avait déjà fait l'objet d'une demande lors de la précédente inspection du 3/10/2019).</p>
<b>Observations :</b> L'installation mobile de concassage des matériaux n'a pas été mise en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet